

Voyage au Kosovo

Le Quotidien jurassien du 14 octobre 2013 (voir annexe) relate le déplacement de trois personnalités jurassiennes au Kosovo. Il semblerait que ces personnes ont été invitées à se rendre dans ce pays par des ressortissants kosovars installés dans le Jura.

L'intérêt de tels déplacements reste encore à démontrer, bien que fondamentalement nous n'y soyons pas opposés, si le but est d'assurer une meilleure compréhension mutuelle. Mais le contenu de l'article du journal est insuffisant pour bien comprendre l'origine et les objectifs du voyage. Les élus ne s'expriment pas, mais on peut lire des propos de Kosovars du Jura et de la responsable du Bureau de l'intégration des étrangers et de lutte contre le racisme. Ce déplacement suscite de notre part les questions suivantes :

1. Qui a assumé les charges du déplacement et du séjour au Kosovo des trois personnalités jurassiennes ?
2. Les présences de Monsieur le Ministre Philippe Receveur et de Madame Nicole Bart, déléguée cantonale à l'intégration des étrangers, avaient-elles un caractère officiel, décidé par le Gouvernement ?
3. En cas de réponse positive à la question précédente, le Ministre de l'Environnement et de l'Équipement a-t-il été désigné par le Gouvernement en raison d'un empêchement du Ministre de l'Économie et de la Coopération (dont dépend le Bureau de l'intégration des étrangers) de se rendre au Kosovo à cette période ?
4. Il est fait mention de l'élaboration d'un rapport sur ce déplacement. Ce rapport sera-t-il public ?
5. Des projets du Bureau de l'intégration des étrangers pourraient-ils découler de ce voyage ? Ce déplacement de responsables cantonaux trouve-t-il une justification dans les Directives relatives aux aides financières allouées par le Bureau de l'intégration des étrangers (BI) pour des projets d'intégration financés par le Canton du Jura (www.jura.ch/Htdocs/Files/v/10762.pdf) ?
6. L'article du QJ semble présenter la communauté kosovare comme étant plus mal accueillie dans le Jura que d'autres communautés étrangères. Ce fait est-il confirmé par le Gouvernement ?
7. Les problèmes de chômage et de corruption vécus au Kosovo sont des réalités dans d'autres pays dont des ressortissants sont installés dans le Jura. Le Gouvernement envisage-t-il de répondre favorablement à d'autres invitations qui lui parviendront pour envoyer une délégation dans les pays concernés, ou les contacts avec le Kosovo représentent-ils une priorité par rapport à d'autres pays ?
8. En cas de réponse positive à la deuxième question, le Gouvernement entend-il porter au budget un montant pour financer d'autres déplacements du même type ?

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 27 novembre 2013

Pour le groupe CS-POP et Verts :

J.P. Kohler
Philippe Receveur
Nicole Bart

J.-P. Kohler
Jean-Pierre Kohler

Voir le Kosovo et le comprendre

Deux ressortissants kosovars de Delémont ont emmené dans leur pays d'origine trois personnalités du canton, à la fin du mois passé. L'objectif? Montrer aux Jurassiens une autre facette du Kosovo et de ses habitants, ainsi que favoriser la compréhension et la coopération entre les deux peuples. Un enjeu pour les deux parties, puisque le Jura est la terre d'accueil de presque 2000 Albanais, dont de nombreux Kosovars.

«En Suisse, on connaît la communauté kosovare pour de mauvaises raisons...», estime Xhevxhedin Ahmeti, président de la communauté albanaise et kosovare du Jura. Il a alors pris l'initiative de montrer aux Jurassiens, plus particulièrement à Pierre Kohler, maire de Delémont, Nicole Bart, du Bureau de l'intégration des étrangers et de lutte contre le racisme, et Philippe Receveur, ministre de l'Environnement et de l'Équipement, qui sont les Kosovars et comment fonctionne le pays, dont l'indépendance acquise en 2008 est désormais reconnue par 104 gouvernements.

L'avenir pour les jeunes

«Cette visite était importante pour le Bureau de l'intégration, relève Nicole Bart. C'est très utile pour nous de comprendre ce qu'ont vécu et ce que vivent actuellement les Kosovars. Cela nous a aussi permis de tisser des liens dans une volonté de développement de projets d'intégration.»

Xhevxhedin Ahmeti et son ami Afrim Ramnabaja se sont également employés à montrer que tout l'argent renvoyé au pays par les Kosovars de Suisse n'est pas simplement l'équivalent d'une aide sociale, mais sert parfois à monter de petites entreprises et à ainsi relancer l'économie de la mère patrie.

Un besoin, puisque le Kosovo déplore un taux de chômage de 50% et que les



Une visite au Kosovo pour favoriser la compréhension, l'intégration et la coopération. De gauche à droite: Afrim Ramnabaja, Pierre Kohler, Nicole Bart, Philippe Receveur, Xhevxhedin Ahmeti, et leur traducteur, devant le siège du gouvernement kosovar.

jeunes universitaires sont sur le carreau à peine leur diplôme en poche. «C'est le nouveau défi du Kosovo, après sa reconstruction. Les jeunes doivent disposer de perspectives d'avenir, aussi bien dans le pays qu'à l'extérieur. Et les Kosovars du Jura devraient eux aussi pouvoir choisir s'ils veulent poursuivre leur projet de vie chez nous, ou retourner participer au développement de leur pays d'origine», ponctue Nicole Bart.

Au pays pour aller voter

«Hormis le chômage, l'autre problème du Kosovo, c'est la corruption», déplore Xhevxhedin Ahmeti. Le peuple a l'occasion de lutter contre cette gangrène, en votant, lors des prochaines élections communales, agendées le 3 novembre.

Un scrutin auquel peu de Kosovars de l'étranger participeront: «La diaspora est dégoûtée. Nous sommes plus de 4 millions à l'extérieur du pays et notre vote

pourrait tout renverser. Mais le gouvernement fait exprès de nous laisser de côté en rendant la procédure d'inscription compliquée. Nous, nous encourageons donc les Kosovars à se rendre au pays le 3 novembre, pour aller voter!» explique Afrim Ramnabaja, vice-président de la communauté albanaise et kosovare du Jura.

Vers une intégration à l'italienne

La visite des Jurassiens sera couchée sur un rapport qui examinera les opportunités réelles et concrètes de collaboration, en parallèle avec l'action que mène la DDC (Direction du développement et de la coopération) au niveau fédéral. Le tout, dans un but accru d'intégration.

«Je suis persuadé qu'avec le temps, la communauté kosovare aura le même statut que celui dont jouit la communauté italienne aujourd'hui. Mais on doit travailler pour ça!» conclut Xhevxhedin Ahmeti.

JULIE KUUNDERS